

Mise à jour économique :

Démission fracassante sur fond de déficits historiques

Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec, le 17 décembre 2024 – Les députés d'Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou, Sylvie Bérubé, et d'Abitibi-Témiscamingue, Sébastien Lemire, dénoncent une mise à jour économique confirmant des déficits historiques causés par des priorités électoralistes qui ont poussé la ministre des Finances Chrystia Freeland à démissionner aujourd'hui plutôt que d'en porter la responsabilité.

« Tout ce que les Québécoises et Québécois retiendront de cet exercice, ce sont les déficits historiques entraînés par les bonbons électoralistes qui divisent les libéraux et qui ont mené la ministre Chrystia Freeland à démissionner. Après le départ de huit ministres et la mutinerie de dizaines de députés libéraux, Justin Trudeau a perdu la confiance de ses troupes. Il n'a plus la légitimité pour gouverner sans se faire confier un nouveau mandat par la population et il devrait déclencher des élections. Le chaos vécu en Chambre où aucun député libéral n'a pris la parole et nous a forcés à y répondre par le biais de la question de privilège est une atteinte à la démocratie », a déclaré Sébastien Lemire.

« Cette mise à jour économique manque cruellement de mesures concrètes pour soutenir les régions comme la nôtre. Nos communautés ont des défis uniques en matière de logement abordable, d'aide aux aînés, d'accès aux services et de soutien aux entreprises. Encore une fois, Ottawa ne répond pas aux besoins réels de nos citoyennes et citoyens », affirme Mme Bérubé.

C'est dans la foulée de la démission choc de la vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, qu'a été déposé l'énoncé économique 2024 cet après-midi. La mise à jour a confirmé la rumeur à l'effet que le déficit fédéral est considérablement plus élevé qu'annoncé dans le budget du printemps dernier. L'année dernière, il a atteint 61,9 G\$, incluant 4,7 G\$ en argent dépensé durant la pandémie dont le fédéral abandonne la récupération. Le déficit de l'année en cours atteint déjà 48,3 G\$, un dépassement de plus de 8 G\$ avec trois mois et demi encore à faire à l'année financière. Avare de détails, le document récapitule essentiellement les mesures passées du gouvernement.

« Ni l'état des finances ni la décence ne permettent d'offrir des bonbons électoralistes à des citoyens qui n'ont rien demandé de tout ça. Les libéraux auraient dû se concentrer sur les missions fondamentales de l'État fédéral comme soutenir les aînés, protéger les frontières, préparer l'économie aux défis des relations canado-américaines ou réformer l'assurance-emploi. Le premier ministre a plutôt choisi de mettre l'intérêt libéral devant l'intérêt public », a constaté Sylvie Bérubé.

Frontières : un chiffre, mais pas de plan

Ottawa prévoit dans son énoncé une somme de 1,3 G\$ sur six ans pour « protéger la frontière canadienne », sans en préciser l'usage et principalement financé à partir de 2026, après les prochaines élections fédérales. « Les libéraux avaient promis un plan chiffré aux frontières. Nous avons le chiffre : un milliard US tout ronds. Mais pas l'ombre d'un plan ni l'urgence d'en développer un avant les élections. Les mesures sur la sécurité frontalière étaient les plus attendues de cet énoncé économique, tant par les Québécois que par la prochaine administration américaine. Ils resteront tous deux sur leur faim et c'est dangereux pour notre économie », a déploré Mme Bérubé.

« L'énoncé économique passera à l'histoire, mais pour les mauvaises raisons. C'est la première fois qu'un gouvernement est divisé au point où un ministre des Finances refuse de présenter l'exercice, refuse d'en porter la responsabilité et démissionne avec fracas. Ce document marque un nouveau jalon dans la désintégration du gouvernement libéral à laquelle nous assistons en direct. », ont conclu les députés.

– 30 –

Source :

Mélanie Matte, adjointe et conseillère aux communications
Bureau de Sylvie Bérubé, députée d'Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou
melanie.matte.301@parl.gc.ca
819-856-0740

Jean-François Vachon, adjoint aux communications
Bureau de Sébastien Lemire, député d'Abitibi-Témiscamingue
jean-francois.vachon.302@parl.gc.ca
819-279-1060